L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

d. P. WEISSE & Co. SUD DE CHARTRES No 73, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN 3 AOUT 1861

G. P. WEISSE
P. LIMET.

R. DUFOUR
S. HARNEY

{ EDITEURS PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans,
SAMEDI MATIN, 3 AOUT.

☞ Voir la seconde page, pour:
LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX.

AVIS.

☞ Le prix des annonces de décès, de mariage, de candidature, de compagnies militaires, de loges maçonniques, et de toute autre annonce horsde la un petit nombre d'insertions, doit INVARIABLEMENT être acquitté d'avance. Les avis de cette nature qui seront apportés dans nos bureaux sans paiement préalable ne seront pas insérés.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Voulez à l'ancan de ce jour.

Par C. E Fenstell, Passage de la Bourse, et face de la Bourse des Marchands—Deux wagons neuf.

Par D. E. Morphy, coin Chio et Natalbany—Epiceries.

Par J. Nerlin, à la Bourse des Marchands—Futs de sollen mathématiques pour cavalerie.

Par F. Fernandez, 114 coin St Louis et Chartres—Habits et pantalons d'été. Aussi, fonds d'un magasin de marchandises sèches, mercerie et articles de fant isie.

Par J. B. Orcutt, à la Bourse des Marchands—La moitié indivise d'une propriété dans le 4me district.

Par le sh rif, à 10 heures et demie A. M., sur les lieux —Le fonds et l'installation d'une confiserie, situés à l'angle des rues de Chartres et de la Douane, 8me District.—Aussi, à midi, devant l'Hotel, rue de la Commerce—L'ouverture à bord.

Le discours de Vallandigham.

Nous avons sous les yeux le remarquable et courageux discours prononcé le 10 juillet 1861, dans la Chambre des Représentants des Etats-Unis à Washington, par l'honorable C. L. Vallandigham, représentant de l'Ohio. Nous regrettons que la longueur de ce document ne nous permette pas de le reproduire en entier, mais nous devons au moins consacrer quelques lignes à l'analyse de cette noble et éloquente protestation d'un homme du Nord contre les usurpations et les criminalles folies de son propre gouvernement.

Surmont du texte même de la Constitution, qui déclare que tous les pouvoirs législatifs appartiennent au Congrès et que le Congrès ne peut faire aucune loi contre la liberté de la parole et la liberté de la presse, et que dans aucun cas les discours prononcés dans les Chambres ne peuvent donner lieu à poursuites, l'orateur commence par reprocher au Président d'avoir engagé le pays de sa propre autorité dans une guerre civile formidable, et d'avoir, au lieu de consulter le Congrès au début de la révolution, assumé des pouvoirs que peu de temps avant le Congrès avait péremptoirement refusés au président Buchanan.

M. Vallandigham se livre ensuite à une critique sévère du message du Président qui, au lieu de présenter impartialement la situation du pays et de rechercher dans l'histoire du passé les causes de la révolution, se contente de faire une misérable plaidoirie pour la défense de sa propre conduite. Le président a passé sous silence les singulières lois, depuis quarante ans, des dénominations et des abolitionnistes du Nord contre la Constitution des Etats-Unis et leur droit constitutionnels des Etats du Sud, il a oublié de dire que lui-même était lié à une plateforme sectionnelle et anti-constitutionnelle et que le conflit irréprimable entre les deux sections du pays, amenées par lui même et son secrétaire d'Etat il y a trois ans, était l'œuvre et l'œuvre unique de leur parti.

Cela étant, le message a encore oublié de dire que, depuis le triomphe de ce parti sectionnel dont l'hostilité aux institutions du Sud était avouée, le Sud a demandé des garanties solennelles pour la sécurité de ses droits, et qu'il n'a eu recours à la force ouverte ou à la révolution qu'après le rejet successif fait par ses adversaires de tous les projets de compromis proposés au Congrès.

Rappelant les débats de la dernière session, M. Vallandigham fait remarquer que tous les projets de lois présentés dans le but d'autoriser le président à bloquer ou à clore les ports des sept Etats séparés, ou à convoquer la milice, ont été repoussés par le Congrès et quelquefois par de fortes majorités, bien que les représentants et les sénateurs de sept Etats se fussent retirés. Le pays semblait être la politique de tous les partis. Le président en étaient là, lorsque, le 4 mars, M. Lincoln vint, entouré de 20,000 baïonnettes, prendre possession du pouvoir. Son message, sincère ou non, fut accepté avec joie par le peuple, qui voulait la paix.

Les causes qui ont amené le président soit à changer sa politique, soit à dévoiler son but caché, sont d'abord les clameurs des républicains-ultra et ensuite les conséquences du tarif Morrill. La peur de la ruine amena les Etats de New York et de la Pennsylvanie à demander la sujétion du Sud, et c'est à ce sentiment qu'il faut attribuer l'explosion populaire qui a suivi la prise du fort Sumter, plutôt qu'à l'indignation causée par un événement depuis longtemps prévu.

"Je ne blasphémerai pas, ajoute l'orateur, l'assertion sont la justesse pourra peut-être apparaître plus tard, que les actes subséquents de l'administration, les graves et persistantes infractions à la Constitution commises par elle, et ses usurpations flagrantes de pouvoir aient fait partie d'un complot délibéré pour renverser la forme actuelle du gouvernement républicain fédéral, et pour établir à la place un gouvernement fortement consolidé. Non, quelque soit leur objet maintenant, je crois plutôt qu'un début le président et ses ministres se sont jetés à l'aventure et très baissée dans l'abîme, pensant que, le cœur de la guerre étant éloigné et difficilement accessible, un violent déploiement de vigueur par l'envoi de renfort à Sumter et à Pickens, 20, et de 75,000 militaires, au bruit du premier coup de canon, et peut-être tout cela était-il dans leur esprit, et ordonner aux Etats insurgés de se disperser dans les vingt jours, n'admettraient pas d'une part à précipiter ces cris, tandis que de l'autre cela satisferait les plus violents du parti et qu'ainsi la fortune chancelante du parti républicain noir se trouverait rattachée."

La conduite du président a été on folle ou perfidement calculée, mais quoiqu'il en soit elle a amené la secession de la Virginie, de la Caroline du Nord, de l'Arkansas et du Tennessee, et qui a séparé de l'Union quatre millions et demi d'habitants avec leurs immenses richesses et les faubourgs de Washington et de Jackson. Au lieu de combattre la sécession l'administration n'a fait que unir fournir des alimente, et c'est elle même qui a évalué le démon de la guerre civile.

M. Vallandigham entre dans l'examen des actes du président Lincoln, et fait ressortir les violations de la Constitution qui caractérisent chacun d'eux. Il cite à propos de la question du blocus l'opinion de Daniel Webster. "Le Président n'a pas le droit de bloquer Charleston." Il rappelle que Jackson, le grand Jackson, n'osa pas le faire sans l'autorité du Congrès, mais, dit-il Jackson du jour, le pont Jackson du bout de l'avenue et son entourage bloquent non seulement Charleston mais toute la côte du Sud, plus de trois mille milles de côtes, par un seul trait de plume.

Les ordres donnés à l'armée et à la marine dans la proclamation du 3 mai, constituent une usurpation de pouvoir telle qu'elle eût coûté la tête à tout souverain anglais qui s'en fût rendu coupable dans les deux derniers siècles. C'est après les refus constants du Congrès depuis des années, refus réitérés à la dernière session, que le président augmente l'armée de 53,000 hommes et la marine de 18,000, sans daigner consulter le Congrès; qu'il semble investir convoqué que pour sanctionner ses décrets.

Après cette grande usurpation des pouvoirs publics devait venir la suppression des droits des citoyens. L'orateur mentionne la saisie des dépêches télégraphiques, les perquisitions opérées dans les malles, la violation du secret des lettres et il arrive à la suppression de la garantie sacrée de l'habeas corpus, à la nullification du mandat donnant du Président de la Cour Suprême. Après avoir fait justice de cette absurde prétention du Président de vouloir sauver la Constitution en la violant, l'orateur continue ainsi:

"Le pouvoir et les droits des Etats et du peuple et de leurs représentants, cet été usurpés, la sainteté du foyer domestique et de la propriété privée a été violée; la liberté personnelle a été anéantie; la liberté de la parole a été mainte fois méconnue et tout cela sous le faux prétexte de la nécessité. Le droit de pétition aura bientôt son tour—déjà il a été étranlé, et la liberté de la presse succombera aussi; et permettez moi de vous dire à l'oreille que bien peu pleureront sa perte, à moins que son ancien et honorable caractère ne lui soit rendu et ne le rachètes de sa dégradation et de ses habitudes de mensonges actuels. La liberté de religion succombera aussi, un milieu des cris excités de millions d'hommes, qui ont vu ses temples sacrés profanés et leur robe d'innocence souillée sous les pieds impurs d'un clergé ambitieux, sans foi ni fanatique. En même temps, des lois que nationales, des lois de banqueroute, une dette publique énorme et permanente, des taxes écrasantes, de longues rangs d'or etc, etc, etc.

passes énormes, des spéculations gigantesques, l'anarchie d'abord, puis un gouvernement fort, plus de lignes d'Etat, plus de gouvernement d'Etat, une monarchie consolidée où on veste despotisme militaire centralisé, voilà ce qu'écrira l'histoire de l'avenir comme cela a déjà été écrit dans l'histoire du passé, il y a des siècles."

M. Vallandigham déclare en finissant qu'il est pour la paix, pour une paix prompte, immédiate et honorable avec tous ceux bien sûr, et que son opinion n'a jamais changé sur ce point, puis il termine en retraçant dans un admirable tableau le spectacle que présentait le Congrès le 3 décembre 1860 et celui qu'il offre en ce moment. Dans quelques années la génération actuelle demandera à connaître la cause de tout cela, et dans les âges futurs le grand tribunal de l'histoire fera une enquête sélennelle contre les auteurs de cette terrible révolution.

Par le Télégraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

DEPECHES DE L'APRÈS-MIDI.

Louisiannais en route pour le siége de la guerre.

Chattanooga, 1er août.—Le premier bataillon du deuxième régiment des volontaires de la Louisiane, lieutenant colonel J. G. Davis, est arrivé ici ce soir. Tous les hommes se portent bien et sont en bonnes dispositions.

A. FABRE, adjudant.

Nouvelles intéressantes de Cairo.

Cairo, 2 août.—Les éclaireurs rapportent que Jef Thompson est à 35 milles au Sud de Bird's Point, avec 3000 confédérés.

Le prince Napoléon à Washington.

Washington, 2 août—Le prince Napoléon est l'hôte de l'ambassadeur français.

Washington, 2 août—Hier, au Sénat, une résolution a été adoptée, envoyant des armes aux citoyens loyaux de l'Etat du Dela ware.

Le bill relatif aux fortifications et celui qui prohibe les fustigations dans l'armée, ont aussi été adoptés.

A la Chambre, le bill relatif à la nomination de nouveaux aides-de camp et le bill allouant 100,000 pour l'achat de canons de marine, ont été adoptés.

Les Méridionaux s'avancent au secours des Missouriens.

PROCLAMATION DU GENERAL PILLOW W.

Cairo, 2 août.—Les éclaireurs rapportent que les Méridionaux sont à New Madrid bien armés, et bien exercés. Ils ont deux régiments de cavalerie et cinq batteries.

Le général Pillow qui commande a lancé une proclamation dans laquelle il promet de chasser les envahisseurs de sol du Missouri.

De Washington.

Washington, 2 août.—Le comité de conférence sur l'impôt direct et le tarif a été en session pendant 24 heures et rédige un bill général qui comprend toute sujet.

Ce que dit le Herald de New-York.

Le Herald dit que l'on pense que l'armée du Potomac ne sera pas longtemps inactive parce que son organisation s'opère avec rapidité. Le général McClellan attaquera sans doute aussitôt qu'il sera prêt, sans s'inquiéter du temps.

Retour d'un spectateur capturé.

Julius Bing, un Anglais naturalisé qui a été fait prisonnier à Bull's Run et renvoyé sur parole à Richmond et Mathias Point. Il a demandé à retourner par Centreville, mais on a trouvé cela peu sûr. Bingey était un spectateur.

Nouvelles de la capitale Confédérée.

Confirmation de nominations dans la départements des postes.

Richmond, 1er août.—Le Congrès a confirmé les nominations suivantes de maîtres de poste de la Confédération :

Texas.—E. C. Dewey San Antonio; Wm. Rust, Austin; Owen L. Cochenon, Houston.

Mississippi.—C. A. Dickinson, Jackson; Wm. Priestley, Canton; Wm P. Mellow, Natchez; Wm H Crittenden, Holly Springs.

Louisiane.—Eugene B Hlomat, Alexandre; Joseph McCormack, Baton-Rouge; Henry Hunsicker, Shreveport.

Florida.—Thomas E. Jordan, Pensacola; Miles Hatch, Tallahassee.

Alabama.—Samuel Finley, Tuscaloosa; Wm H. Edgar, Selma; Joseph C Gaill, Tuscumbia; Lloyd Towers, Mobile; Wm Howell, Marion; M. M. J Mindham, Huntsville; John A Smith, Florence.

Arkansas.—Jas. T. Horter, Napoléon; Wm. F. Pope, Little Rock.

(DEPECHES DE NUIT.)

Accueil fait aux volontaires libérés.

Cincinnati, 2 août.— Les maisons de commerce ont été fermées aujourd hui, afin d'accueillir les volontaires engagés pour trois mois, qui sont de retour.

New York, 2 août. — Le steamer *Northern Light*, d'Aspinwall, apporte le journal *Star* de Panama, qui constate qu'un bâtiment anglais a été arrêté et abordé par un corsaire confédéré, par 24 degrés de latitu le et 60 d. de longitude.

C'est la faute à Patterson.

Washington, 2 août—Les dépêches officielles au général Patterson démontrent que tout le désastre de Bull's Run provient de sa désobéissance.

Ses ordres positifs étaient d'attaquer le général Johnston; si cela était impossible, de se piloter entre Johnston et Manassas; si cela était impossible, de harrasser son arrière garde; et si cela était encore impossible, de se transporter à Washington afin de se joindre à McDowell en même temps que Johnston se joignait à Beauregard.

Congrès des Etats-Unis.

Washington, 2 août.—Le Sénat a adopté un bill autorisant le secrétaire Wellis à acheter et à noliser des bateaux pour aider à collecter les revenus.

Une résolution autorisant le paiement à Mme Douglas des arrérages dus au sénateur Douglas a été adoptée.

Nouvelles dispositions à l'égard des nègres.

M. Cameron, secrétaire de la guerre, a ordonné que tous les esclaves confisqués à Alexandrie fussent mis en liberté et employés comme travailleurs. A l'avenir les esclaves fugitifs seront traités de cette manière.

Réception du 3me régiment de New-York par les habitants de Baltimore.

Le 3e régiment de New-York, en route pour ses foyers, a été reçu à coups de pierres à Baltimore, par une foule qui acclamait Jeff Davis. Plusieurs des assaillants ont été arrêtés, mais relâchés en jurant fidélité à Lincoln.

La réserve de la Pennsylvanie.

La réserve de la Pennsylvanie a été placée sous le commandement du général McCall.

Steamers fédéraux canonnés.

On a tiré sur 3 steamers fédéraux sortis du fort Monroe, dans l'embouchure de la rivière Pocomoke. Les steamers se sont échoués en essayant de s'échapper. On pense qu'ils seront capturés ou détruits.

Brockinridgeun Sénat.

Au Sénat aujourd'hui, Breckinridge a pris la parole et rejeté la boucherie de Manassas sur le compte du gouvernement. Il a dit que nous lancions des braves soldats à la mort pour défendre des principes que les trois quarts d'entr'eux abhorrent.

Baker a répondu que les appels de Breckinridge ont été faits dans le seul but d'exciter l'animosité de nos ennemis. Ses paroles de traîtrise brillantes et polies n'étaient elles pas proférées dans le Capitole ?

Sumner a interrompu Baker quand il demandait ce qu'on aurait fait à un sénateur revenu qui se serait conduit d'une telle manière. Il a remarqué *sotto voce* qu'on l'aurait précipité de la fenêtre tarpeyenne.

Mort d'un officier Confédéré.

Louisville, 2 août.—Le général Floorroy, de l'Alabama, est mort ici aujourd'hui. Il appartenait à l'armée confédérée.

Affaires au Missouri.

St Louis, 2 août.—Le régiment de Solomon Saigel, et deux autres régiments de l'Iowa sont arrivés et seront congédiés.

De grands efforts sont faits pour maintenir le "Home Guard" en activité de service après l'expiration de leur engagement.

NOUVELLES D'EUROPE.

Arrivée du steamer *Fulton*.

St-Jean, Terre Neuve, 2 août.—Le steamer *Fulton*, parti du Havre et de Southampton le 24, a passé aujourd'hui au Cap Race, en route pour New York.

Les nouvelles qu'il apporte sont de trois jours plus récentes que celles reçues antérieurement.

Marché au coton de Liverpool.

Liverpool, 24 juillet.— Les ventes de coton de la semaine des deux derniers jours se sont élevées à 45,000 balles, dont 22,000 pour la spéculation et l'exportation. Les prix ont augmenté de 1/16 à 1/8 d. depuis vendredi, et le marché a fermé avec une tendance à la hausse.

Londres, le 24 juillet.— Consolidés 87 7/8 à 90 au comptant.

BUT D'UNE VICTOIRE DE MCCULLOCH—

Le *Memphis Appeal* du 31 juillet dit avoir reçu d'un correspondant spécial une lettre datée de l'après-midi du 29, portant que le général Pillow venait de recevoir un courrier du général *Jeff Thompson*, du Missouri, annonçant que le général McCulloch avait, le mercredi précédent, attaqué Springfield et emporté une brillante victoire sur les forces fédérales rencontrées. Le général McCulloch avait, en disait que McCulloch avait peu 800 hommes et l'ennemi 800. Les fédéraux auraient été poursuivis et on leur a fait beaucoup de prisonniers.

Cette nouvelle a besoin de confirmation comme tout ce qui vient de ses parages par la voie des correspondants en personnes *bien informées*.

RAPPORTS OFFICIELS—Par les rapports trouvés sur le champ de bataille, il est avéré que l'armée fédérale comprenait 53,000 hommes engagés dans la journée du 21. Il paraît qu'on n'a pu en réunir à Washington et Alexandrie que une dizaine de mille, et qui laissa un déficit de 40,000.

LA CAPTURE DU REGIMENT DE L'INDIANA.—Les journaux de Richmond confirment la capture d'un régiment de l'Indiana à Fall's Church par la cavalerie virginienne. Ce régiment avait pris part à la bataille et avait beaucoup souffert. Dans la retraite, le régiment a perdu en route et a arrê jusqu'à vendredi matin, époque à laquelle ils sont arrivés à Fall's Church épuisés de fatigues. Nos éclaireurs ayant été informés du fait ont envoyé un courrier à Manassas, d'où un escadron de cavalerie est parti pour faire la capture. On attendait les prisonniers à Richmond le 29 juillet.

COMMENT LES FEDERAUX TRAITENT NOS PRISONNIERS.—Lorsque les 30 ou 40 prisonniers confédérés pris par les Lincolnistes ont été amenés à Washington dans la matinée du 21, ils ont été assaillis par une populace abolitioniste et ont failli être massacrés.

Missouri.—Nous lisons dans le *Memphis Avalanche* du 1er août:

Le *sachsenport Herald* confirme la nouvelle que le colonel Claiborne a mis en déroute une force fédérale de 800 hommes sous commandement d'un nommé Reeves, près de la frontière de Missouri. Les fédéraux ont décampé sans tirer un coup de fusil. On a pris sept prisonniers, 60 têtes de bétail, des moutons, des porcs, un millier de livres de plomb et des provisions de toute nature.

Les dames de Baltimore.—Quelque effervescence a été créée à Baltimore samedi après midi par l'apparition d'une dame bien mise portant la cocarde de la sécession avec le manche orné de perles d'un pourpoint sortant de dessous ses vêtements. Les soldats avaient rapidement arraché les emblèmes de la rébellion de sein des dames rebelles qui se promenaient dans les rues, et cette dame semblait préparée et déterminée à se défendre.

Noms des Louisianais blessés.—Nous trouvons dans le *Richmond Enquirer* les noms des Louisianais blessés combattus à Mc'mond jeudi au 28 juillet. Les voici : Ashford C. C 6me régiment, chez C. R. Barksdale; Benedick G. M. do. à Springfield Hall; Green T à Church Hill Hospital; Gilford Jos, 8me régiment, à Springfield Hall; Harvard James, à l'hôpital du Dr. Brigg; Lescomb Amos, à Springfield Hall; Morse John, 1er bataillon, chez le Dr. Pollard, rue du Gouverneur; Porter G. 6me régiment, chez C. R. Barksdale, Rayner Chas. 1er bataillon, chez J. M. Dearmon. Toolvey H. O., à Springfield Hall; Vancey J. S., 6me régiment, à Springfield Hall; Verrel H., 6me régiment, à la même place. 7me régiment : J. Flinn, Mason Hall Hospital; J. W. Pendleott, Wheat Batallion, Mason Hall Hospital.

Plusieurs des blessés ci dessus nommés ont été transportés des hôpitaux dans des familles privées, mais leurs amis peuvent toujours les trouver en les demandant aux hôpitaux.

Outrages des fédéraux au Missouri.—Une dépêche d'Independance datée du 20 juillet dit :

Le steamer *White Cloud*, qui transportait des troupes des Etats Unis sur quelque point vers le haut de la rivière reçut quelques coups de feu à "Blue Mills Landing", lundi, et quelques soldats furent tués ou blessés. On rapporte que ces troupes avaient détruit tous les établissements qu'elle avaient rencontrés, et commis des dépréditions dans les villes. Leur conduite avait tellement irrité les habitants qu'ils se réunirent à une en force pour les attaquer sur le bateau. Les citoyens de ce comté et ceux de Clay comté se sont joints au corps d'attaque avant d'entendre le bruit de la canonnade et de voir la lumière des bâtimens au lequels les troupes avaient mis le feu après qu'on eut quitté leur bateau.

Les Anglais et le blocus.—Un correspondu *New York Times* lui écrit du fort Pickens que l'amiral anglais Milne, stationné à la Havane a obtenu copie des instructions données au commodore fédéral Mervin et qu'il a ri. à l'idée d'un blocus efficace de tous les ports du Sud. L'amiral Milne aurait écrit à l'amirauté anglaise une lettre dont voici la substance.

Je regrette d'avoir à discuter dans une correspondance officielle un sujet aussi bizarre. Les représentants des Etats Unis me font des déclarations, dont votre Seigneurie aurait apprécier la valeur. Quelques uns me disent que les Etats Unis n'ont pas le prétention qu'on les blocus existe, et que le gouvernement ferme simplement ses propres ports ce dont il prétend avoir parfaitement le droit. Toutes les déclarations officielles des officiers fédéraux sont en contradiction avec cette prétention. (Ils se sont toujours servi du terme blocus dans leurs notifications.)

Un des autres me dit se prétendu blocus est l'absence complète d'uniformité, d'ordre et de régularité. Les distances qui séparent les stations de Washington et de Candie des côtes est obligé le gouvernement à laisser à la discrétion des commandants la date du commencement de blocus pour chaque port. La confusion qui en est résultée est facile à concevoir. Le 16 mai le blocus de Pensacola a commencé et jusqu'au 30, des navires ont obtenu permi sion d'entrer ou ont violé le blocus. Cinq ou six bricks, deux Panama, et quinze ou vingt goélettes partirent du blocus de ce port ont pu entrer à Mobile ou dans d'autres ports. Les eau où les navires étaient la vigilance des croiseurs fédéraux sont trop nombreuses pour être fermées. Le coup mandant du Jason a vu une quantité de navires, de barques et de bricks entrer à Charleston ou en sortir en présence d'une frégate américaine de première classe.

Extraits du Courrier des Etats-Unis.

Le Courrier des Etats-Unis réduit avec beaucoup de logique toutes les excuses données par la presse républicaine pour pallier la défaite des fédéraux à Manassas, et il termine son article par les réflexions suivantes :

Peut être jrouvera-t-on de mauvais goût que nous insistions ainsi pour dégager l'éclair subi par les troupes fédérales des pallistifs dont on essaie de l'entourer. Mais il nous le faut, car c'est que nous voyons se dresser un nouvel effort de la tactique funeste qui a conduit les événements au point où ils en sont aujourd'hui.

Notre constante improbation de la guerre, qui nous a valu tant de censures et d'hostilités, prend avant tout sa cause dans une conviction profonde : c'est que le but que le gouvernement s'est proposé ne peut être atteint par la force des armes. Cette conviction, plus d'un l'a comme nous parmi les membres du parti qui a levé l'étendard de cette lutte fraticide; mais il leur importe qu'elle soit partagée dans les masses de la nation, parce que, du jour où elle y aurait pénétré, la nation refuserait de se laisser plus longtemps entraîner par ceux qu'on n'ait employé jusqu'ici que les moyens les plus aptes sur les proportions réelles de la guerre à laquelle on l'excitait. Tout à coup on a représenté aux populations du Sud comme socialistes, malgré elles à la sécession, on comme prêtes à chercher dans un retour à l'Union un refuge contre la révolte des esclaves hurlant à un portefeuille. Les troupes confédérées n'étaient que des mises à l'ouvrage, rassemblées par une tyrannique violence, sans armes et presque sans pain, prêtes à "fair comme des rats," sinon même à se tourner contre leurs chefs, du moment où elles auraient trouvé ensemble leur force et leur courage. Sur les explications de M. Steven s, et après l'intéressante débats, le bill est enfin voté.

M. Conkling propose un amendement pour que l'impôt soit levé dans les Etats, les Territoires et les districts, suivant les lois et coutumes de chaque Etat.

Sur l'ami M. Colfax, il ne faut pas encore le taxes directes répartie parmi les Etats Il vaut mieux avoir recours à des impôts sur les marchandises, les hypothèques, le revenu, etc, qui n'empêcheront nullement les taxes sur le whisky, les voitures, les billets de banque, etc. C'est, croit-il, assez pour le moment. Si, dans quatre mois, un impôt direct sur la terre est nécessaire, il sera toujours temps de le lever. Lui et ses conciliateurs s'en remettent du reste d'y donner leur adhésion.

La proposition de M. Colfax est rejetée, et l'amendement de M. Conkling est adopté par 70 voix contre 61.

La dernière la Chambre s'ajourne.

Sénat—On adopte une résolution portant que chaque officier de terre et de mer, et tout employé du gouvernement, doit prêter le serment d'allégeance.

La résolution approuvant les actes du Président a été renvoyée à vendredi.

Quelques refons d'adopter l'amendement de la Chambre pour le tarif, il y faut trait à une meilleure organisation militaire.

Le bill relatif au paiement de la police militaire de Baltimore est voté, malgré l'opposition de M. Kennedy.

Le Sénat s'ajourne.

Correspondance de l'Abeille.

Paroisse de Plaquemines, 2 août 1861.

Mes amis,

Inutile de vous dire que la bataille de Bull's Run a causé une vive joie dans notre paroisse. On nous assure que le général Beauregard a publié à la Ponte à la Hache, à la tête de 6e corps d'armée membre de ses abonnés, va placer le nom du général Beauregard en tête de ses colonnes, comme candidat pour la présidence en novembre pro hain.

Le district ne laissant rien à désirer. Les riziers de la Pointe à la Hache, les plus quelques riziers de cette localité, vont commencer la moisson lundi prochain.

Les planteurs ont très grande espoir pour les quelques jours. L'état sanitaire est très satisfaisant.

PLAQUEMINE.

Nouvelles d'Europe.

(*Par voie télégraphique*)

Halifax 23 juillet.

Voici le résumé des deux jours de nouvelles apportées par le steamer *Arabia*, parti de Liverpool le 13 et qui a touché à Queenston le 15.

Un jugement a été rendu le 11 dans l'affaire Mure et Baker. Les deux prévenus ont été condamnés à cinq ans d'emprisonnement et à trois mille francs d'amende. Les autres membres du conseil de la cotées des chemins de fer ont été absoutes. Le comité Simcox demeure responsable des pertes éprouvées par les déposi taires.

Le marquis de Lavalette est nommé grand'croix de la légion d'honneur.

On dit que la France a adressé au gouvernement suisse une nouvelle note revendiquant son droit de souveraineté sur la vallée de Dappes; mais déclinant d'entrer dans de nouvelles négociations à ce sujet.

Les journaux parisiens approuvent généralement la lettre de l'empereur relative à l'introduction de travailleurs libres dans les colonies françaises.

Le Siècle, dans un article sur ce sujet, laisse clairement voir ses sympathies pour la cause de l'Union américaine.

Le bilan mensuel de la Banque de France constate une diminution de près de trente millions dans l'encaisse et une augmentation de quarante cinq millions dans l'escompte.

La Bourse était calme mais ferme. La rente fermait à 67 75 c.

Le journal *La Gironde*, de Bordeaux, a reçu un premier avertissement.

Des avis de Lisbonne annoncent que le prince Napoléon et la princesse Clotilde devaient partir le 8 de ce port pour New-York.

On assure que le gouvernement hollandais a résolu de reconnaître le royaume d'Italie.

Le bruit court que le cardinal Antonelli, archevêque de Ferrare, sera appelé au trône pontifical après la mort de Pie IX.

Les troubles ont été apaisés pour places l'armée danoise, excepté l'artillerie, sur le pied de paix.

Le bruit ayant couru que le Danemark avait publié que tous navires qui naviguerait qu'il n'a fait pas l'intention de s'annexer le Schleswig, le gouvernement a donné un démenti à cette nouvelle.

La crise commerciale continue. La Banque nationale a porté le taux de son escompte à 10 pour cent. Des ordres ont été donnés pour l'émission d'une quantité considérable de monnaie de cuivre et d'argent. L'or ne peut pas s'obtenir.

Les avis de l'intérieur annoncent que des désordres continuent à avoir lieu.

Dans la chambre des communes, lord Palmerston a déclaré le maintien complet de l'alliance qui reconnaît à l'empereur d'Autriche de se prononcer l'adresse de la diète hongroise à moins qu'elle ne contienne un souvenir comme roi de Hongrie.

Dans la séance de la chambre des lords du 12, sur la motion de lord Stratford de Redcliffe, un été demandé communication de la correspondance relative aux réformes en Turquie.

Dans la chambre des communes, la question de la cession de Heligoland. Lord John Russell a annoncé que le Danemark avait fait de nouvelles propositions et qu'il espérait qu'elles auraient un résultat satisfaisant.

Le *Morning Chronicle* annonce que lord Elgin sera appelé à remplacer lord Herbert comme secrétaire de la guerre.

Le steamer *Bavaria* est arrivé à Southampton dans la matinée du 24.

Les avis de Manchester sont favorables.

Le coton est ferme et les cérdales sont calmes.

Les consolidés n'ont pas varié et fermaient de 90 1/8 à 90 1/4.

Le sultan a fermé son emprunt et n'a conservé qu'une seule forme.

Il a été ordonné que les bijoux et objets précieux du dernier sultan fussent vendus pour payer ses dettes. Hamib Pacha, a donné ses démission.

Roscoll et la bataille de Manassas.

Le correspondant à Washington du journal l'*Echange*, de Baltimore, dit :

Les pertes des fédéraux ont été considérables à Manassas, et il termine son article par les réflexions suivantes :

Peut être jrouvera-t-on de mauvais goût que nous insistions ainsi pour dégager l'éclair subi par les troupes fédérales des pallistifs dont on essaie de l'entourer. Mais il nous le faut, car c'est que nous voyons se dresser un nouvel effort de la tactique funeste qui a conduit les événements au point où ils en sont aujourd'hui.

Notre constante improbation de la guerre, qui nous a valu tant de censures et d'hostilités, prend avant tout sa cause dans une conviction profonde : c'est que le but que le gouvernement s'est proposé ne peut être atteint par la force des armes. Cette conviction, plus d'un l'a comme nous parmi les membres du parti qui a levé l'étendard de cette lutte fraticide; mais il leur importe qu'elle soit partagée dans les masses de la nation, parce que, du jour où elle y aurait pénétré, la nation refuserait de se laisser plus longtemps entraîner par ceux qu'on n'ait employé jusqu'ici que les moyens les plus aptes sur les proportions réelles de la guerre à laquelle on l'excitait. Tout à coup on a représenté aux populations du Sud comme socialistes, malgré elles à la sécession, on comme prêtes à chercher dans un retour à l'Union un refuge contre la révolte des esclaves hurlant à un portefeuille. Les troupes confédérées n'étaient que des mises à l'ouvrage, rassemblées par une tyrannique violence, sans armes et presque sans pain, prêtes à "fair comme des rats," sinon même à se tourner contre leurs chefs, du moment où elles auraient trouvé ensemble leur force et leur courage.

Le Travail dans les Colonies Françaises.

Le *Moniteur* publie la lettre impériale suivante, adressée au ministre des colonies :

"Fontainebleau, 1er juillet 1861.

"Monsieur le ministre, depuis l'émancipation des esclaves, nos colonies ont cherché à se procurer des travailleurs sur les côtes d'Afrique, par voie de rachat et au moyen de contrats d'engagement qui assurent aux nègres un salaire pour le temps qu'ils exécutent. Ces engagements sont faits pour cinq ou sept années, après lesquelles les travailleurs sont gratuitement rapatriés, à moins qu'ils ne préfèrent se fixer dans la colonie, et en ce cas, ils sont admis à y résider au même titre que les autres habitants.

"Ce mode de recrutement, il faut le reconnaître, diffère peu de la traite; ce n'est, en effet, tandis que celle-ci avait pour origine et pour but l'*esclavage*, celui-là, au contraire, conduit à la *liberté*. Le nègre esclave, une fois engagé comme travailleur, est libre, et n'est tenu à d'autres obligations que celles qui résultent de son contrat.

"Toutefois, des doutes se sont élevés quant aux conditions dans lesquelles les engagés peuvent avoir sur les populations africaines. On s'est demandé si le prix de rachat ne constituait pas une prime à l'esclavage.

"Déjà, il est vrai, le Danemark avait fait droit à ces craintes, et il a refusé de faire circuler tout recrutement sur la côte orientale d'Afrique, où il avait présenté des inconvénients; puis, j'ai prescrit de rassembler ces sortes d'opérations sur la côte occidentale. Mais j'ai voulu qu'on examinât avec le plus grand soin toutes les questions que soulève l'émigration africaine.

"J'ai aujourd'hui, le signé un traité avec le prince de la Grande Bretagne, par lequel Sa Majesté britannique consent à autoriser dans les provinces de l'Inde soumises à sa couronne, les mêmes conditions que celles observées pour les colonies anglaises.

"Nous devons donc trouver dans l'Inde, dans les possessions françaises de l'Afrique, et dans les contrées où l'esclavage est proscrit, tous les travailleurs libres dont nous avons besoin. Dans de pareilles circonstances, je désire que le recrutement s'écarte, par voie de rachat, soit complétement abandonné pour le compte français à partir du jour où le traité conclu avec Sa Majesté britannique commencera à recevoir son exécution, et pendant tout le temps de sa durée. Si ce traité venait à cesser d'exister, on ne serait qu'en vertu d'une autorisation expresse que ce recrutement, s'il était reconnu indispensable et sans inconvénient, pourrait être repris.

"Vous voudrez donc bien prendre les mesures nécessaires pour que cette décision reçoive son effet à partir du 1er juillet 1862, et que l'introduction des nègres recrutés postérieurement à cette époque sur la côte d'Afrique soit interdite dans nos colonies.

" Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

" NAPOLEON."

Décédé, mercredi, 31 juillet dernier, à une heure de l'après midi, après une longue et douloureuse maladie, Madame CHARLOTTE M. FLAGG, épouse de capitaine Henry J. Flagg. Nouvelle-Orléans le 3 août 1861.

Décédé hier, le 2 du courant, à 3 heures P. M., CHARLES BENOIT, natif de cette ville, à l'âge de 55 ans. Ses amis et connaissances sont priés, sans autre invitation, d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 5 heures P. M. Le convoi partira de la maison mortuaire, rue Bienville, entre Crapo et Grands Hommes, 3me District, où le corps est exposé

EAU-DE-VIE et genièvre en cercles et en bouteilles pour BERARD FURTIN, 28, rue Vieille-Levée.

CHRONIQUE LOCALE.

Le Conseil de Ville a adopté une résolution nommant un comité de quatre de chaque Conseil pour faire un rapport sur les meilleures mesures à prendre pour venir au secours des familles des volontaires.

La commission militaire a fait un long rapport sur les défenses de la ville et sur ce controverse avec le gouverneur et le général Twiggs. Nous ne le publierons pas, parce qu'il pourrait apprendre à l'ennemi des choses qu'il est bon qu'il ignore, et que, comme disait le grand Napoléon, une cuisse doit leurer son linge sale en famille.

Ascension en Ballon demain.—Une grande ascension en ballon aura lieu demain, (dimanche) à 4 heures, à la Place d'Armes, et à laquelle Podenheim est fixé à 50 c. ste. L'ascension aura lieu au beau temps, le *tonnerre réglement* dont notre ami le brave Jules G. Druen est locataire-en-chef. Nous pensons que nos amateurs ne feront tous un devoir d'y assister, par patriotisme aussi bien que par curiosité. L'aéronaute et le hardi prof Wilbur qui a l'intention de faire un long voyage dans les airs, peut-être en Europe. S'il revient à temps, il se rendra en Virginie avec le Jochon régiment, et de cette dans images fera des reconnaissances dans le camp des yankees. Donc à la Place d'Armes demain à 4 heures!

La Légion de la Louisiane.—Comme on le verra à la colonne des nouvelles, cette Légion ne se rendra pas demain en camp Lewis, contre ordre ayant été donné.

Recorder Municipal.—John Sellier que Charles Fenig a été nommé recorder municipal, en remplacement de Joseph Kuntz et Jean Lambert, qui ont été condamnés chacun à d